

La grammaire post-Covid-19 : du passé simple au futur compliqué !

OPINION - Par Jean MARSIA, président de la Société européenne de défense AISBL (S€D)

Une fois de plus, au cours du mois de mai, l'Union européenne (UE) a déçu. Face au Covid-19, a des États-Unis erratiques, a une Russie agressive et une Chine conquérante, elle ne fait pas le poids, parce qu'elle n'arrive pas à retrouver sa cohésion. Pour ce faire, elle aurait dû formuler un nouveau projet de société qui soit plus enthousiasmant que ceux des trois puissances précitées. Elle n'en est manifestement pas capable. Elle n'arrive même plus à exercer les compétences sanitaires qui lui sont confiées par le titre XIV, Santé publique, article 168, du traité sur le fonctionnement de l'UE.⁽¹⁾



On peut donc craindre que l'UE sera tout aussi défaillante par ailleurs : pour la relance de l'économie, pour le soutien à la défense européenne, à l'industrie de défense européenne, etc.

La gestion de la crise Covid-19 : peut mieux faire !

Face au Covid-19, nous avons déploré que les États membres de l'UE ont choisi le chacun pour soi. L'UE a raté une occasion de prouver sa valeur ajoutée en ne s'informant pas sur le virus et les moyens de le détecter, de s'en protéger et de soigner les personnes infectées, notamment en Chine, à Taïwan, en Corée du Sud et au Japon. L'UE aurait dû établir des normes, notamment pour diffuser les bonnes pratiques et obtenir des États membres des statistiques homogènes sur la pandémie. L'UE aurait dû acquérir et répartir les équipements, le matériel de test et les médicaments.

Quant aux États membres de l'UE, peu ont jugulé la pandémie aussi bien que le Luxembourg et la Grèce ! Que deux pays aussi différents et aux moyens matériels peu comparables se retrouvent en tête du classement montre que ce qui importe surtout, c'est l'aptitude à gérer les crises et à susciter la confiance de la population par la communication, mais plus encore par l'action. Ces États, et les pays asiatiques précités, ont testé leur population et les étrangers, autant que possible, puis localisé et isolé les personnes contaminées et leurs contacts pendant deux semaines. Comprenez que le virus peut se propager de manière asymptomatique, ils ont imposé le port de masques dans les lieux publics et ils n'ont autorisé que les déplacements indispensables. D'autres ont été plus laxistes, ou plus liberticides...

En Belgique, certaines leçons sont tirées, d'autres doivent l'être encore.

Parmi les "experts" commis à la gestion et à la communication de crise en Belgique, le débat a commencé, plus pour faire porter à d'autres la responsabilité de l'échec que de façon constructive. Certains critiquent le Risk Assessment Group, qui évalue les risques et les effets des mesures prises, et le Risk Management Group, qui décide des mesures à prendre pour protéger la santé publique. Ces groupes mis en place par le gouvernement n'auraient pas pris la mesure des

risques, ni les bonnes décisions, et réagi tardivement. Sciensano⁽²⁾ aurait été réticente à la généralisation de l'usage des masques buccaux, à l'accroissement de la détection des contacts ou à l'augmentation massive des tests de dépistage du virus en recourant aux médecins généralistes et plus seulement aux hôpitaux. Tout ceci semble en contradiction avec les recommandations de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), mais d'autres experts nient cela formellement et invoquent les pénuries généralisées en Europe, notamment de masques.⁽³⁾

Que penser de ces diatribes ? Elles mettent en exergue la complexité institutionnelle belge : non seulement, aucun pays n'a un tel nombre de gouvernements et de parlements, mais ceux-ci multiplient les institutions, comités et commissions d'experts.

Présentés comme virologues, certains «experts» s'avèrent être actifs dans le domaine de la tuberculose ou des bactéries, mais pas des coronavirus. La justification de leur mise en fonction par les politiques reste obscure.

Que des «responsables» politiques et des «experts» aient minimisé l'utilité des masques buccaux pendant des semaines, c'est totalement inacceptable. Il eût fallu mobiliser d'emblée ce qui subsiste du secteur textile et les bonnes volontés, en s'inspirant de l'art militaire : l'important est d'essayer d'éviter les catastrophes, sachant qu'il est impossible d'éliminer tous les risques.

Les opinions publiques voudront écarter ceux qui ont mis en péril la santé publique, qui n'ont pu éviter la pénurie de matériel protecteur, y compris pour le personnel des institutions de soins, qui ont été dans l'incapacité de tester massivement la population. Un certain mode de gestion de la chose publique est devenu insupportable. Un retour à l'économie sociale de marché, une meilleure prise en compte de la santé, de l'environnement et de la sécurité, notamment des approvisionnements, mais aussi des personnes à risques, s'impose. La confiance aveugle et sourde des décideurs en la capacité du commerce international à répondre à la demande, quelles que soient les circonstances, le dédain des autorités pour les alertes lancées dès décembre 2019, ont coûté trop de vies, chez les personnes âgées et le personnel soignant, pour que nous tournions la page.

La complexité institutionnelle doit aussi être remise en question dans plusieurs pays, notamment la Belgique, pour plus d'efficacité. En adoptant une structure fédérale authentique au lieu du pseudo-fédéralisme actuel, celle-ci ferait l'économie de structures à l'utilité très douteuse et au coût certain, qui empêchent ou freinent la prise de décision, augmentent notre vulnérabilité et sapent notre compétitivité.

Les premiers mandataires politiques qui en sont conscients commencent à s'exprimer,⁽⁴⁾ en faveur du respect de l'unité de commandement et de la subsidiarité. La division illogique des pouvoirs facilite l'irresponsabilité et l'inflation de réglementations contradictoires. Par exemple, certains soins à domicile sont de compétence fédérale, d'autres régionale. Il est risible que trois ministres fédéraux et deux régionaux achètent en même temps des masques buccaux. Il faut améliorer la coopération au sein des exécutifs et entre les niveaux de pouvoir. Le fédéral a des compétences en matière de plans d'urgence et de marchés publics

que n'ont pas les régions. La sécurité d'approvisionnement a été mise en danger par la mondialisation, qui a créé de nombreuses interdépendances, de sorte qu'un événement en Chine peut avoir de graves conséquences en Europe. Le président Macron déclarait le 12 mars⁽⁵⁾ : «Ce que révèle cette pandémie, c'est qu'il est des biens et des services qui doivent être placés en dehors des lois du marché. Déléguez notre alimentation, notre protection, notre capacité à soigner notre cadre de vie au fond a d'autres est une folie.» Cette prise de conscience est heureuse, mais tardive, identifiant depuis près de trois ans.

En temps de crise, nous vivons dans l'incertitude, mais nous devons prendre des décisions, sans le confort de la connaissance, alors que nous avons appris à nous informer, puis à décider rationnellement. Les militaires apprennent que, lorsque ce n'est pas possible, il faut privilégier la sécurité et garder plusieurs options ouvertes.

Comment relancer l'économie ?

Fin mars 2020, plus de trois milliards de personnes étaient confinées. La récession économique qui en résulte pourrait être pire que celle de 1929.⁽⁶⁾ Même les États européens qui ont le mieux géré la pandémie sont confrontés au ralentissement de l'activité économique. Les effets seront durables, notamment dans le tourisme, l'industrie pétrolière, l'aviation ou la construction navale. L'avenir dira si l'on va voyager et consommer comme avant, si l'on continuera à rendre l'économie plus verte, si l'on investira dans la sécurité et la défense, par exemple. Espérons que l'épargne de précaution et le syndrome de Stockholm, qui suit l'enfermement prolongé, ne prennent pas le dessus.

La sortie de la crise économique sera plus difficile si elle n'est pas européenne. Or, l'ambitieux plan de relance économique franco-allemand sur base d'une mutualisation de la dette ne convainc pas la totalité des 27, alors que les décisions à prendre en Conseil européen requièrent l'unanimité. L'Autriche, le Danemark, les Pays-Bas et la Suède ont appelé à un fonds de recouvrement, basé sur des prêts. Les pays de l'Est craignent que les fonds de l'UE bénéficient aux pays du Sud, et non à eux, et considèrent injuste d'être pénalisés pour avoir mieux réussi à juguler le coronavirus. Le Conseil européen risque donc, comme lors des crises précédentes, de mettre un temps certain pour rédiger un compromis qui ne satisfiera pleinement personne.

La lutte contre le terrorisme islamiste, suite et pas fin...

L'incapacité à décider et à se donner les moyens de sa politique se constate également dans le domaine de la lutte contre le terrorisme islamiste, avec pour résultat l'allongement sans fin de la liste des victimes. Les États-Unis d'Amérique ont signé le 29 février, après plus de 18 années de guerre qui leur ont coûté 1.500 milliards \$, un accord avec les talibans ouvrant la voie au retrait des forces américaines, d'ici juillet 2021. En mai, une vague d'attentats a conduit le gouvernement afghan à reprendre les opérations contre les islamistes.⁽⁷⁾ La Bosnie est instable depuis 1995, le Kosovo depuis 1999, l'Irak depuis 2003. L'intervention en Libye en 2011 a créé le chaos dans tout le Sahel. La Turquie, l'Iran et l'Arabie saoudite en profitent pour tenter d'élargir leur empire.

La Chine

Lors de la Conférence sur la sécurité de Munich, qui s'est terminée le 16 février, les Américains ont dénoncé les menaces que la Chine fait peser sur le monde libre.

Le chef de la diplomatie chinoise a répondu : «Nous avons cinq mille ans d'histoire et aucune puissance au monde ne pourra nous arrêter.»⁽⁸⁾ Il ne savait pas encore que le US Marine Corps revoyait sa structure et son équipement pour pouvoir mener une campagne navale contre la Chine. Il aura dans 10 ans éliminé ses bataillons de char, réduit ses bataillons d'infanterie de 24 à 21, ceux d'artillerie de 21 à 16 et ses compagnies amphibies de 6 à 4. Les 18 escadrilles de combat recevront 10 avions F-35B and F-35C au lieu de 16, au total 312 appareils au lieu de 420, soit -20%.⁽⁹⁾ La discrétion règne sur l'affectation des ressources ainsi libérées.

Le 4 juin, 31^e anniversaire du massacre de la place Tian'anmen à Pékin, un navire de guerre américain est passé par le détroit de Taïwan. Washington a exhorté la Chine à respecter les droits de l'homme, notamment les libertés d'expression, de réunion et de religion, à honorer ses engagements envers Hong Kong, à mettre fin à la persécution des minorités ethniques et religieuses et à se doter d'un gouvernement démocratique.

Sans défense européenne, pas d'union de l'industrie européenne de défense

L'Europe de la défense suppose une politique de défense commune, qui n'existe même pas entre la France et l'Allemagne. Au Sahel, il n'y a aucune convergence dans les doctrines d'emploi de leurs forces. En Europe, des intérêts industriels vaguement communs ne tiennent guère compte des réalités opérationnelles et économiques.

La capacité à lancer une bombe nucléaire gravitationnelle B61 dans le cadre de la dissuasion nucléaire de l'OTAN est un des arguments utilisés pour remplacer les avions Tomado, Eurofighter, F-16 et F-18 des armées de l'air européennes par des F-35 de Lockheed Martin ou des FA-18 E/F Super Hornet de Boeing. La US Air Force remplace les B61 par des missiles AGM-86B. Pourvus d'une tête nucléaire W80-1, ils peuvent atteindre des cibles à 2.400 km, les avions restant hors de portée des avions de chasse et des systèmes anti-aériens S-300, S-400 et S-500 russes, chinois, iraniens et même turcs. Le récent choix de l'Allemagne de remplacer une partie de ses avions Tomado par 45 F-18 de Boeing est donc critiqué à juste titre.⁽¹⁰⁾

Le Brexit

Le quatrième cycle de négociations sur les relations post-Brexit risque d'échouer. L'UE veut éviter que le Royaume-Uni ne déregule son économie en matière fiscale, sociale ou environnementale et réclame l'accès aux zones de pêche britanniques. Londres veut un accord classique de libre échange préservant son autonomie réglementaire.⁽¹¹⁾

Le statut de l'Irlande du Nord est un autre point de friction, mais un jugement concernant la résidence de M^{me} Emma DeSouza à Derry a poussé le ministère britannique de l'Intérieur à faire modifier la loi sur l'immigration pour la mettre enfin en conformité avec l'accord de paix de 1998, qui permet en théorie à toute personne née en Irlande du Nord d'être britannique, irlandaise ou les deux. Cette nouvelle loi fait que tous les citoyens britanniques et irlandais nés en Irlande du Nord seront traités comme des citoyens de l'UE. De plus, le citoyen d'un pays non membre de l'UE ou de l'Espace économique européen, conjoint d'un citoyen d'Irlande du Nord, obtient le droit de résider au Royaume-Uni, sans devoir passer par le coûteux système d'immigration, s'il demande l'application du «règlement de l'UE», valable jusqu'en juin 2021. Les citoyens britanniques en Irlande du Nord auront ainsi plus de droits que leurs homologues en Angleterre, au Pays de Galles et en Écosse.⁽¹²⁾

Vers une reprise économique lente et graduelle en zone euro

L'économie de la zone euro repartira au second semestre avec la levée des mesures de confinement prises pour lutter contre le coronavirus mais la reprise sera lente et graduelle, dit-on chez BNP Paribas. La prudence s'impose en raison d'un niveau d'incertitude extrêmement élevé sur l'évolution de la crise sanitaire comme sur les perspectives économiques, a déclaré mercredi 10 juin Louis Boisset, économiste spécialiste de la zone euro pour la banque française, lors d'une conférence en ligne.

«La crise du Covid-19 aura des effets de long terme à la fois sur l'offre et sur la demande», a-t-il dit. «Nous avons aujourd'hui des premiers signes de légère reprise mais nous sommes plus pessimistes que nous ne l'étions il y a quelques semaines.»

L'équipe de recherche économique de BNP Paribas mise désormais sur une contraction de 13,6% du produit intérieur brut de la zone euro au deuxième tri-

mestre. La contraction de l'économie de la zone euro au premier trimestre a été révisée mardi 9 juin à -3,6%, contre -3,8% lors de l'estimation précédente. La croissance devrait revenir au troisième et quatrième trimestres, avec des progressions attendues du PIB de respectivement 7,7% et 4,1%, d'un trimestre sur l'autre, selon les prévisions de BNP Paribas.

«La reprise sera probablement lente», a dit Louis Boisset. «Dans la plupart des économies avancées, en particulier en Europe, le niveau d'activité devra rester inférieur à son niveau de fin d'année 2019 jusqu'à la fin de notre horizon de prévision, soit jusqu'à fin 2021.» BNP Paribas prévoit ainsi une croissance de 5,8% en 2021 après une contraction de 9,2% sur l'ensemble de l'année 2020.

«La reprise ne sera que graduelle», a dit Louis Boisset. «Les sociétés vont devoir adapter leur mode de vie à la présence du virus dans un contexte de très fortes incertitudes jusqu'à ce qu'un vaccin soit produit et soit surtout largement distribué.»

Source : Reuters

1) Le § 1 de cet article dispose notamment que «L'action de l'Union, qui complète les politiques nationales, porte sur l'amélioration de la santé publique et la prévention des maladies et des affections humaines et des causes de danger pour la santé physique et mentale. Cette action comprend également la lutte contre les grands fleaux, en favorisant la recherche sur leurs causes, leur transmission et leur prévention ainsi que l'information et l'éducation en matière de santé, ainsi que la surveillance de menaces transfrontières graves sur la santé, l'alerte en cas de telles menaces et la lutte contre celles-ci.» Ces compétences remontent au traité de Paris du 18 avril 1951 instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA), dont l'article 46 traite des conditions de vie et de travail de la main d'œuvre et au traité Euratom de 1957, dont le chapitre III traite de la protection sanitaire de la population et des travailleurs contre les dangers résultant des radiations ionisantes.
2) Sciensano est né en 2018 de la fusion de l'Institut Scientifique de Santé Publique, héritier de l'Institut Pasteur du Brabant et de l'Institut d'Hygiène et d'Epidémiologie, avec le Centre d'Étude et de Recherches vétérinaires et agrochimiques. Cette institution publique est chargée de prévenir, évaluer et limiter au maximum les menaces pesant sur la santé publique.
3) Voir <https://www.sciensano.be/fr/a-propos-de-sciensano>.
4) Voir VRT Nws, «Ex-woordvoerder Emmanuel André haalt uit naar coronabeleid» in *De Standaard*, https://www.standaard.be/cnt/dmf20200530_04976609, 30 mai 2020 et Belga, «Emmanuel André critique la politique menée contre le coronavirus, Steven Van Gucht lui répond» in *Le Soir*, <https://www.lesoir.be/304080/article/2020-05-30/emmanuel-andre-critique-la-politique-menee-contre-le-coronavirus-steven-van-gucht>, 30 mai 2020.
5) Voir <https://www.elysee.fr/emmanuel-macron/2020/03/12/adresse-aux-francais>.
6) La Banque centrale européenne (BCE) prévoit une baisse de

8,7% du PIB de la zone euro en 2020, une croissance de 5,2% en 2021 et de 3,3% en 2022. L'inflation est attendue à 0,3% en 2020, 0,8% en 2021 et 1,3% en 2022. Voir AFP, «La BCE prévoit une profonde récession et «une incertitude exceptionnelle» (Christine Lagarde)» in *La Tribune*, <https://www.latribune.fr/economie/union-europeenne/la-bce-prevoit-une-profonde-recession-une-faible-inflation-et-une-incertitude-exceptionnelle-christine-lagarde-849463.html>, 4 juin 2020.
7) *Le Monde* avec AFP, «Après des attentats meurtriers, les forces afghanes vont reprendre leur offensive contre les talibans» in *Le Monde*, https://www.lemonde.fr/international/article/2020/05/12/afghanistan-au-moins-37-morts-dans-des-attentats-contre-un-hopital-et-lors-de-funerailles_6039445_3210.html, 12 mai 2020.
8) Pierre Avril, «À Munich, la rivalité entre les États-Unis et la Chine éclate au grand jour» in *Le Figaro*, https://www.lefigaro.fr/international/a-munich-la-rivalite-entre-les-etats-unis-et-la-chine-eclate-au-grand-jour-20200216_17, 17 février 2020.
9) Caitlin M. Kenney, «Marines to Reduce Force By 12,000, Decrease Artillery Units and Get Rid of Tanks In 10 Years (excerpt)» in *Stars And Stripes & defense-aerospace*, <https://www.defense-aerospace.com/article-view/release/210196/marine-corps-to-cut-12-2C000-troops-2C-tanks-and-108-f-35-fighters.html>, 23 March 2020.
10) «SPD kritisiert angeblichen AKK-Vorstoß zu Kauf von Kampffljets in Amerika» in *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, <https://www.faz.net/aktuell/politik/ausland/grosse-koalition-spd-kritisiert-angeblichen-akk-vorstoss-zu-kauf-von-kampffljets-in-amerika-16732790.html>, 20. April 2020.
11) AFP, «Les négociations post-Brexit à un tournant décisif» in *La Tribune*, <https://www.latribune.fr/economie/international/les-negociations-post-brexit-a-un-tournant-decisif-849040.html>, 30 mai 2020.
12) Lisa O'Carroll, «Northern Ireland-born British and Irish win EU citizenship rights» in *The Guardian*, <https://www.theguardian.com/uk-news/2020/may/14/northern-ireland-born-british-and-irish-win-eu-citizenship-rights>, 14 May 2020.